

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (SCP 318.02)

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 16 DÉCEMBRE 2003 CONCERNANT LA DISPENSE DE PRESTATIONS DE TRAVAIL AVEC MAINTIEN DE LA RÉMUNÉRATION À PARTIR DE L'ÂGE DE 45 ANS DANS LE CADRE DE LA FIN DE CARRIÈRE, EN EXÉCUTION DU « VLAAMS INTERSECTORAAL AKKOORD VOOR DE SOCIAL-PROFITSECTOR » (VIA).

CHAPITRE IER : CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

§1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors et subsidiées par la Communauté flamande 318.02.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, tant masculin que féminin.

§2. Conformément à l'article 9 de la CCT du 19 juin 2003 relative aux conditions de travail et de rémunération du personnel occupé dans le cadre d'un programme pour l'emploi ou de transition (Communauté flamande), le personnel occupé dans le cadre d'un programme pour l'emploi ou de transition a droit, après une évaluation globale positive des moyens du VIA, à la dispense des prestations de travail aux mêmes conditions et modalités que celles prévues dans la présente convention collective de travail.

Par programmes pour l'emploi et de transition on entend à titre limitatif:

- WEP et WEP+ ;
- les emplois Smet ;
- les distributeurs de repas pour autant qu'ils ne soient pas compris dans la réglementation aide logistique ;
- les gardes d'enfants malades pour autant qu'ils soient subventionnés par le Fonds pour les Equipements et Services Collectifs.

CHAPITRE II : PRINCIPE GÉNÉRAL

Article 2

§1^{er}. La présente convention collective de travail donne exécution au point 2.5. du « Vlaams Intersectoraal akkoord voor de Social-profitsector 2000-2005 ».

§2. Un système de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération à partir de l'âge de 45 ans est prévu pour tous les travailleurs.

Article 3

Les travailleurs occupés à temps partiel ont droit à une attribution proportionnelle de la réduction du temps de travail visée à l'article 2, au pro rata de la durée de travail contractuelle moyenne par semaine.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR-ENREGISTR.
29 -01- 2004	24 -02-2004
	NR. N°

70 016 / 00 / 318.02

CHAPITRE III : PROGRAMMATION DE L'INTRODUCTION

Article 4

A compter du 1^{er} juillet 2004, les jours suivants de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération sont prévus si et pour autant que les moyens maribel social 5 de 2004 soient obtenus :

- Pour tous les travailleurs de + de 45 ans, attribution de 2 jours supplémentaires en plus des 4 jours déjà attribués, soit un total de 6 ;
- Pour tous les travailleurs de + de 50 ans, attribution de 3 jours supplémentaires en plus des 4 jours déjà attribués, soit un total de 7 ;
- Pour tous les travailleurs de + de 55 ans, attribution de 6 jours supplémentaires en plus des 4 jours déjà attribués, soit un total de 10 ;

A compter du 1^{er} janvier 2005, les jours suivants de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, outre les jours déjà attribués, sont prévus si et pour autant que les moyens «jobcreatie 2005» (création d'emplois), destinés aux services privés, soient obtenus :

- Pour tous les + de 45 ans, 3 jours supplémentaires attribués (total : 9)
- Pour tous les + de 50 ans, 6 jours supplémentaires attribués (total : 13)
- Pour tous les + de 55 ans, 4 jours supplémentaires attribués (total : 14)

A compter du 1^{er} juillet 2005, les jours suivants de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, outre les jours déjà attribués, sont prévus si et pour autant que les moyens maribel social 5 soient obtenus en 2005 :

- Pour tous les + de 45 ans, 3 jours supplémentaires attribués (total : 12)
- Pour tous les + de 50 ans, 1 jour supplémentaire attribué (total : 14)

§2. L'aide aux familles et la continuité des soins sont en principe déterminants pour fixer les moments où la dispense de prestations de travail est appliquée ; ceux-ci sont fixés par établissement

CHAPITRE IV. APPLICATION DE LA DISPENSE DE PRESTATIONS DE TRAVAIL AVEC MAINTIEN DE LA RÉMUNÉRATION.

Article 5.

Durant l'année civile où l'âge respectif de 45, 50 ou 55 ans est atteint, la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est appliquée au pro rata à partir du mois au cours duquel l'âge respectif est atteint.

Article 6.

§1^{er}. Pour fixer la durée d'un jour de dispense de prestations de travail d'un travailleur occupé à temps plein, la durée de travail contractuelle moyenne hebdomadaire du travailleur à temps plein est divisée par cinq.

§2. Pour fixer la durée d'un jour de dispense de prestations de travail d'un travailleur occupé à temps partiel, la durée de travail contractuelle moyenne hebdomadaire du travailleur à temps partiel est divisée par cinq.

4

§3. En cas de passage d'un emploi à temps plein à un emploi à temps partiel, ainsi qu'en cas de diminution de la durée de travail dans le courant de l'année civile, aucun paiement n'est dû pour les heures de dispense de prestations de travail qui ne peuvent plus être prises suite à la diminution de la durée de travail.

§4. En cas de modification du régime de travail, l'adaptation du crédit d'heures se fait conformément à l'article 6 §1^{er} et §2 au début du trimestre suivant.

Article 7.

§1^{er}. Le crédit d'heures de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération est fixé, en fonction du régime individuel de travail, au 1^{er} janvier de l'année à laquelle se rapporte la dispense de prestations de travail et réparti de manière égale sur les 4 trimestres.

§2. La prise de la dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération se fait par trimestre.

§3. La prise de la dispense de prestations de travail se fait par blocs d'au moins 4 heures. Le solde éventuel est ajouté au quatrième trimestre.

§4. Les jours non pris ne peuvent être reportés au trimestre suivant, sauf décision contraire de l'employeur.

§5. Les jours prévus qui ne peuvent être pris au cours du trimestre en cours ne peuvent être reportés au cours du trimestre, sauf décision contraire de l'employeur.

CHAPITRE V. PROCÉDURE ENTRÉE EN SERVICE ET DÉPART

Article 8.

§1^{er}. Si, lors de son départ au cours de l'année civile, le travailleur n'a pas pris tout ou partie de ses jours de dispense de prestations de travail conformément à l'article 6, il reçoit une rémunération égale au nombre d'heures de travail, tel que fixé à l'article 7 de la présente convention collective de travail, multiplié par son salaire horaire normal.

§2. En cas de départ, l'employeur remet au travailleur une attestation mentionnant le nombre de jours auquel le travailleur a droit durant de l'année civile en cours et les jours de congé complémentaires de l'année civile en cours qu'il n'a pas encore pris.

§3. Moyennant règlement et présentation de l'attestation de son employeur précédent, l'employeur conserve le droit de prendre, en durée de travail, les jours non pris de l'année civile en cours, chez le nouvel employeur, dans les secteurs visés dans le VIA.

4

CHAPITRE VI : STATUT ET RÉMUNÉRATION DE LA DISPENSE DE PRESTATIONS DE TRAVAIL

Article 9.

La dispense de prestation de travail est accordée avec maintien de la rémunération normale. Par rémunération normale, on entend la rémunération que le travailleur percevrait si le jour de dispense était un jour férié légal ordinaire.

Article 10.

La dispense de prestation de travail est assimilée aux jours effectivement prestés pour le calcul de la prime de fin d'année.

CHAPITRE VIII. PRISE ET MODALITÉS

Article 11.

§1^{er}. Les heures de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération sont prises, sans différence ni dérogation, sous la forme de jours entiers ou de demi-jours.

§2. Lors de la prise de dispense de prestations de travail avec maintien de la rémunération, le crédit d'heures est minoré du nombre d'heures effectivement prestées par le travailleur ce jour-là.

§3. Les modalités de prise du solde éventuel sont fixées au niveau de chaque établissement.

CHAPITRE VIII- DISPOSITIONS FINALES

Article 12.

Les heures de dispense de prestations de travail ne peuvent entraîner une réduction du subside salarial par ETP soignant dans le chef de la Communauté flamande. Ces heures doivent donc être subsidiées comme des heures effectivement prestées. L'emploi de remplacement est réalisé avec les moyens du maribel social 4, et une partie des moyens création d'emplois et maribel social 5. Les partenaires sociaux s'engagent à saisir la Communauté flamande pour qu'elle réalise ces conditions au niveau de la subvention et de la réglementation.

Article 13.

§1^{er}. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} décembre 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

§2. Chacune des parties peut dénoncer la présente moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP (PSC 318.02).

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 16 DECEMBER 2003 BETREFFENDE DE VRIJSTELLING VAN ARBEIDSPRESTATIES MET BEHOUD VAN LOON VANAF DE LEEFTIJD VAN 45 JAAR IN HET KADER VAN DE EINDELOOPBAAN, IN UITVOERING VAN HET VLAAMS INTERSECTORAAL AKKOORD VOOR DE SOCIAL-PROFITSECTOR.

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten voor gezinszorg (gezins- en bejaardenhulp) van de Vlaamse gemeenschap die ressorteren onder het Paritair Comité 318.02.

Onder werknemers wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendenpersoneel.

2. Conform artikel 9 van de CAO van 19 juni 2003 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden van het personeel tewerkgesteld in het kader van een tewerkstellings- of doorstromingsprogramma (Vlaamse Gemeenschap) heeft het personeel tewerkgesteld in het kader van een tewerksellings- en doorstromingsprogramma na een positieve globale evaluatie van de VIA-middelen recht op de vrijstelling van arbeidsprestaties volgens de zelfde voorwaarden en de zelfde modaliteiten zoals voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Onder tewerkstellings- en doorstromingsprogramma's wordt limitatief verstaan:

- WEP en WEP+;
- Smetbanen;
- maaltijdbedelers zolang ze niet begrepen zijn in de regelgeving logistieke hulp;
- oppassers zieke kinderen voor zover ze gesubsidieerd zijn door Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten.

HOOFDSTUK II: ALGEMEEN BEGINSSEL

Artikel 2

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan het punt 2.5. van het Vlaams intersectoraal voorakkoord voor de social profitsector 2000 - 2005.

§ 2. Voor alle werknemers wordt voorzien in een systeem van vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon vanaf de leeftijd van 45 jaar.

Artikel 3

De deeltijds tewerkgestelde werknemers hebben recht op de evenredige toekenning van arbeidsduurvermindering zoals bepaald in artikel 2, naar verhouding van hun gemiddelde contractuele arbeidsduur per week.

HOOFDSTUK III: PROGRAMMATIE VAN DE INVOERING.

Artikel 4

Vanaf 1 juli 2004 worden de volgende dagen vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon voorzien indien en voorzover de middelen Sociale maribel 5 van 2004 worden bekomen:

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.
29 -01-2004	24 -02-2004
CA05 - 16-12-03	PSC 318.02
	NR. N°

70016 10/318.02

- 4
- voor **alle** 45+ers toekenning van 2 **bijkomende dagen** bovenop de 4 reeds toegekende dagen, **wat** een totaal geeft van 6;
 - voor **alle** 50+ers toekenning van 3 bijkomende dagen bovenop de 4 reeds toegekende dagen, wat een totaal geeft van 7;
 - voor **alle** 55+ers toekenning van 6 bijkomende dagen bovenop de 4 reeds toegekende dagen, wat een totaal geeft van 10.

Vanaf 1 januari 2005 worden volgende dagen vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon voorzien, bovenop de reeds toegekende dagen, indien en voorzover de **middelen** jobcreatie 2005, **bestemd** voor de private diensten, **bekomen** worden:

- voor **alle** 45+ers 3 bijkomende dagen toegekend (totaal 9)
- voor **alle** 50+ers 6 bijkomende dagen toegekend (totaal 13)
- voor **alle** 55+ers 4 bijkomende dagen toegekend (totaal 14)

Vanaf 1 juli 2005 worden de volgende dagen vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon voorzien, bovenop de reeds toegekende dagen, indien en voorzover de **middelen** Sociale **Maribel** 5 in 2005 worden **bekomen**:

- voor **alle** 45+ers 3 bijkomende dagen toegekend (totaal 12)
- voor **alle** 50+ers 1 bijkomende dag toegekend (totaal 14)

§ 2. De hulpverlening aan de gezinnen en de continuïteit aan zorg zijn in principe bepalend voor de **momenten** waarop de vrijstelling van arbeidsprestaties worden toegepast en worden per **onderneming** vastgelegd.

HOOFDSTUK IV. TOEPASSING VAN DE VRIJSTELLING VAN ARBEIDSPRESTATIES MET BEHOUD VAN LOON.

Artikel 5.

In het kalenderjaar dat de respectievelijke leeftijd van 45,50 of 55 jaar wordt bereikt, wordt de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon toegepast in verhouding vanaf de **maand** waarin de betrokken leeftijd wordt bereikt.

Artikel 6

§ 1. Voor de bepaling van de duurtijd van één van arbeidsprestaties vrijgestelde dag van een **werknemer** met voltijdse prestaties wordt de contractuele **gemiddelde** wekelijkse arbeidsduur van de voltijdse werknemer gedeeld door vijf.

§ 2. Voor de bepaling van de duurtijd van één van arbeidsprestaties vrijgestelde dag voor een werknemer met deeltijdse prestaties wordt de contractuele gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de deeltijdse werknemer gedeeld door vijf.

§ 3. Bij overgang van een voltijdse naar een deeltijdse tewerkstelling, evenals bij **vermindering** van de arbeidsduur in de loop van het kalenderjaar ontstaat er geen recht op uitbetaling van de van arbeidsprestaties vrijgestelde uren die wegens **verminderde** arbeidsduur niet **meer opneembaar** zijn.

§ 4. Bij wijziging van het **arbeidsregime** gebeurt de aanpassing van het urenkrediet **overeenkomstig** artikel 6 §1 en §2 bij het begin van het volgende kwartaal.

Artikel 7

§1. Het urenkrediet vrijstelling van **arbeidsprestaties** met behoud van loon wordt in functie van het individueel **arbeidsregime** vastgesteld op 1 januari van het jaar waarop de vrijstelling van arbeidsprestaties betrekking heeft en wordt gelijkelijk verdeeld over de 4 kwartalen.

§2. De **opname** van de vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon gebeurt per kwartaal.

§3. De opname van de vrijstelling van arbeidsprestaties gebeurt in blokken van minimum 4 uren. Het eventuele restsaldo wordt toegevoegd aan het vierde kwartaal.

§4. Niet-opgenomen dagen kunnen, tenzij tengevolge van een beslissing van de werkgever, niet worden verschoven naar het volgende kwartaal.

§5. Geplande dagen die niet kunnen worden **opgenomen** binnen het lopende kwartaal, tenzij tengevolge van een beslissing van de werkgever, kunnen niet worden verschoven binnen het kwartaal.

HOOFDSTUK V. PROCEDURE BIJ IN- EN UITDIENSTTREDING.

Artikel 8.

§ 1. Heeft de **werknemer** bij zijn uitdiensttreding in de **loop** van een kalenderjaar deze van arbeidsprestaties vrijgestelde dagen geheel of gedeeltelijk niet opgenomen **conform** artikel 6, dan ontvangt hij hiervoor een loon dat gelijk is aan het aantal arbeidsuren **zoals** bepaald in artikel 7 van deze collectieve **arbeidsovereenkomst**, **vermenigvuldigd** met zijn **normaal** uurloon.

§ 2. De werkgever overhandigt bij uitdiensttreding aan de betrokken werknemer een attest met **vermelding** van het aantal dagen waarop de werknemer recht heeft in het betrokken kalenderjaar en de nog niet opgenomen aanvullende verlofdagen van het betrokken kalenderjaar.

§ 3. De werknemer behoudt, **mits** verrekening en voorlegging van het attest van zijn vorige werkgever, het recht om de niet-opgenomen dagen van het betrokken kalenderjaar in arbeidsduur op te **nemen** bij de nieuwe werkgever binnen de sectoren betrokken in het **Vlaams** intersectoraal akkoord.

HOOFDSTUK VI: STATUUT EN BEZOLDIGING VAN DE VRIJSTELLING VAN ARBEIDSPRESTATIES.

Artikel 9

De vrijstelling van arbeidsprestaties wordt toegekend met het behoud van het normale loon. Onder normaal loon wordt begrepen het loon dat de werknemer zou ontvangen hebben indien deze dag een gewone wettelijke feestdag zou zijn geweest.

Artikel 10

De vrijstelling van arbeidsprestaties wordt gelijkgesteld met effectief gewerkte dagen voor de berekening van de **eindejaarspremie**.

HOOFDSTUK VII. OPNAME EN MODALITEITEN

Artikel 11

§1. De uren vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon worden zonder onderscheid of afwijking opgenomen in de vorm van volle of halve dagen.

§2. Bij de opname van vrijstelling van arbeidsprestaties met behoud van loon wordt het urenkrediet verminderd met het aantal effectief gepresteerde uren van de werknemer op die dag.

§3. De modaliteiten van opname van mogelijke resturen wordt bepaald op niveau van de voorziening.

HOOFDSTUK VIII. SLOTBEPALINGEN

Artikel 12

De uren vrijstelling van arbeidsprestaties mag geen besparing op de loonsubsidie per F.T. equivalent verzorgende tot gevolg hebben in hoofde van de Vlaamse gemeenschap. Daartoe dienen deze uren verder gesubsidieerd te worden als reëel gepresteerde uren. De vervangende tewerkstelling wordt gerealiseerd met de middelen van de sociale maribel 4, en een deel van de middelen van de jobcreatie en de Sociale Maribel 5. De sociale partners engageren zich om de Vlaamse overheid te vatten om deze voorwaarden op het vlak van subsidiëring en regelgeving te realiseren.

Artikel 13

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 december 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

§2. De collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk van de ondertekenende partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse gemeenschap.